



# Presse

## Lu pour vous



**Jeudi 18 mai 2017**

**RT FRANCE**

## Face au nouveau gouvernement, la police nationale est dans l'attente de reconnaissance

Après deux ans d'état d'urgence, les forces de l'ordre sont épuisées. Qu'espèrent-elles de ce quinquennat ? Une prise en compte des difficultés sur le terrain et un sentiment de reconnaissance, détaille Denis Jacob, du syndicat Alternative Police.

**Denis Jacob** est secrétaire général du syndicat Alternative Police, policier depuis 28 ans.

**RT France : Ces derniers mois et même années ont été éprouvants pour les forces de police. Avec l'arrivée d'un nouveau gouvernement et de Gérard Collomb à l'Intérieur, quel sentiment prédomine au sein de la police ?**

**Denis Jacob (D. J.) :** Les policiers ont été mis à contribution depuis plus de deux ans suite aux attentats que nous avons subis. Les reports de repos, les annulations de congés se sont accumulés. Il y a donc une fatigue, une lassitude et une colère qui prédominent et qui ont entraîné les mouvements de policiers en colère à la fin de l'année dernière. Aujourd'hui, ce qu'a pu dire Emmanuel Macron pendant sa campagne et depuis son arrivée au pouvoir a suscité beaucoup d'attentes. Nous espérons que ce qui a pu être dit sera mis en pratique très rapidement. Il a présenté un programme assez détaillé en matière de sécurité. Nous sommes donc dans l'attente, notamment d'être reçu, afin de pouvoir exprimer toutes les doléances des agents mais également toutes les réformes que nous attendons de ce gouvernement.

**« Il n'est pas rare dans des commissariats complètement délabrés de voir des inondations dans les vestiaires ou les toilettes. Cela sent l'urine, les excréments. Il y a des rats. »**

**RT France : Quelles doléances souhaitez-vous adresser au gouvernement ?**

**D. J. :** Les préoccupations majeures aujourd'hui sont celles de l'amélioration des conditions de travail et de la reconnaissance de l'Etat à l'égard des agents qui travaillent quotidiennement avec grande difficulté. On sait qu'il y a des problèmes de matériel, de véhicules, d'équipements. C'est malheureusement récurrent depuis des années et ce n'est pas faute d'alerter sur ce sujet. Mais le plus gros problème reste celui des conditions de travail au sein même des lieux de service.

De nombreux commissariats sont dans un état de délabrement pitoyable. Une polémique avait éclaté, il y a quelques années, où l'on pointait du doigt le mauvais accueil des personnes placées en garde à vue et l'état piteux des cellules qui ne respectaient pas les conditions minimales de confort et de respect de la dignité humaine.

.../...

Des associations comme Amnesty International l'ont signalé mais les policiers sont dans la même situation ! Il n'est pas rare, dans des commissariats complètement délabrés, de voir des inondations dans les vestiaires ou les toilettes. Cela sent l'urine, les excréments. Il y a des rats. Les collègues côtoient des rats dans leurs salles de repos et de repas. Nous avons des exemples très concrets de commissariats qu'il est urgent de réhabiliter ou de rénover, voire construire de nouvelles structures.

### **« La reconnaissance de l'Etat, nous ne l'avons qu'à titre posthume »**

Evidemment, cela coûte très cher et ce n'est pas dans le programme du président de la République. Je ne désespère pas. Je pense que la politique en matière de sécurité peut être réorientée pour que les policiers puissent travailler dans de meilleures conditions.

L'autre priorité, comme je le disais, est la reconnaissance des policiers par l'Etat. Malheureusement cette reconnaissance, nous ne l'avons qu'à titre posthume. C'est une demande très prégnante chez les policiers.

### **« Aujourd'hui, le fonctionnement de la police nationale est bancal »**

Ces deux points sont les deux principaux motifs qui ont engendré les mouvements de colère qui ont duré d'octobre jusqu'au mois de décembre 2016. Bien évidemment, il y a de nombreuses autres attentes : une réforme structurelle profonde, l'assouplissement du travail des policiers, avec notamment une réforme de la procédure pénale... La sécurité doit être totalement revue. Il y a tant de pans à rénover, des sujets où des réformes ont été engagées mais sans aller jusqu'au bout, comme celle de la garde à vue. Aujourd'hui, le fonctionnement de la police nationale est bancal.

### **« Si on ne réfléchit pas à comment avoir une police nationale différente, au XXI<sup>e</sup> siècle, on pourra toujours demander des effectifs, on ne réglera rien »**

**RT France : Emmanuel Macron a promis 7 500 postes supplémentaires au sein de la police. Est-ce suffisant à vos yeux ?**

**D. J. :** C'est un vieux serpent de mer. Depuis des années, on dit : « Il faut plus d'effectifs, plus d'effectifs, plus d'effectifs. » Il est toujours bénéfique d'avoir des effectifs supplémentaires. Cela permet d'apporter une bouffée d'oxygène à ceux qui sont quotidiennement sur le terrain mais cela ne règle pas le problème de fond : une mauvaise structuration. De nombreux policiers pourraient assurer leur mission première – à savoir la sécurité des personnes et des biens, ainsi que la lutte contre la délinquance et la criminalité – mais ils sont cantonnés à des missions annexes qui ne relèvent même plus de la police. Plus d'un millions d'emplois temps-plein (ETP) sont consacrés à la garde de bâtiments, au transfert de détenus à l'hôpital, à des tâches indues. Il faut recentrer un maximum de policiers sur leur cœur de métier.

Quand on aura restructuré, réformé la police nationale et qu'on aura revu la priorité des missions, on se dira peut-être qu'il n'y a pas besoin de 20 000 effectifs supplémentaires. Tant que tout cela n'est pas fait, alors oui, 7 500 policiers de plus reste une nouvelle très positive. Mais si on ne réfléchit pas à comment avoir une police nationale différente, au XXI<sup>e</sup> siècle, on pourra toujours demander des effectifs, on ne réglera rien.

.../...

**« L'état d'urgence était une solution du moment mais pas une solution en soi.  
N'installons pas un système à l'image de Vigipirate qui deviendra une  
routine avec le temps »**

**RT France : Le 15 juillet prochain, le gouvernement devra décider s'il souhaite prolonger l'état d'urgence. Quel est votre souhait ?**

**D. J. :** L'état d'urgence a été mis en place car il y avait une nécessité du moment, qui hélas existe encore. Je ne citerai qu'un nom : Xavier Jugelé. C'était il y a moins d'un mois. Néanmoins, l'état d'urgence n'est pas la solution. Regardez le plan Vigipirate ! Il est en place depuis 1991, depuis la Guerre du Golfe. Qu'a-t-il changé ? On a eu l'attentat du RER B Saint-Michel en 1995 et bien d'autres depuis.

Il est essentiel de trouver des dispositifs qui permettent de renforcer la sécurité de nos concitoyens afin, en premier lieu, de les rassurer par une présence accrue des effectifs. Sauf qu'aujourd'hui, ces derniers sont épuisés.

Il faut revoir le schéma de présence des policiers, des gendarmes et des militaires en France... Pas forcément sous couvert de l'état d'urgence. L'état d'urgence était une solution du moment mais pas une solution en soi. N'installons pas un système à l'image de Vigipirate qui deviendra une routine avec le temps !

**« Il faut s'interroger sur la manière de rendre plus efficace le renseignement en France, en créant par exemple une grande direction territoriale du renseignement »**

*[comprendre Direction Centrale du Renseignement Territorial]*

Nous devons réfléchir à la manière d'assurer la sécurité de nos concitoyens. Il y a deux pistes à suivre : restructurer très profondément la police nationale et réformer une partie du renseignement.

On le sait, il y a eu des défaillances dans la transversalité des informations entre les différents services de renseignement, pas trop graves, fort heureusement, mais il y en a eues. Il faut s'interroger sur la manière de rendre plus efficace le renseignement en France, en créant par exemple une grande direction territoriale du renseignement.

Aujourd'hui, le renseignement territorial est une sous-direction qui relève de la direction centrale de la sécurité publique. Les RG [Renseignements généraux] étaient une direction qui fonctionnait bien mais qui a été supprimée en 2008 pour de nombreuses raisons, politiques principalement. Repenser notre façon de faire du renseignement ainsi que l'organigramme et l'architecture de la police nationale est devenu essentiel.